

Adhésion turque : les vraies négociations commencent

jeudi 15 juin 2006

Article des DNA (Dernières Nouvelles D'Alsace)

N° 138 - Mardi 13 juin 2006.

En envoyant hier un message d'avertissement à Ankara, les 25 ont réussi à surmonter l'opposition de Chypre au lancement de la phase concrète des négociations avec la Turquie. Elles peuvent désormais commencer, de même que celles avec la Croatie.

Après plusieurs jours d'incertitude liée au veto chypriote, les ministres européens des Affaires étrangères se sont finalement mis d'accord pour ouvrir le premier des 35 chapitres thématiques qui jalonnent les négociations d'adhésion, celui sur la science et la recherche.

Malgré ce « signe d'encouragement » adressé à la Turquie, selon les termes du ministre néerlandais Ben Bot, les 25 ont lancé hier à Ankara un sérieux rappel à l'ordre, qui était réclamé par les autorités de la partie grecque de Chypre, membre de l'UE depuis 2004.

« *Un échec de la Turquie à appliquer pleinement toutes ses obligations affecterait le progrès général des négociations* », ont averti les ministres. Cette déclaration devrait figurer en préambule des 34 autres chapitres.

Cet avertissement, intimement lié à la division persistante de Chypre, renvoie principalement à l'application du protocole dit d'Ankara, qui étend l'union douanière entre l'UE et la Turquie aux dix États membres entrés dans l'UE en 2004, dont la partie grecque de Chypre.

L'île est coupée en deux depuis que l'armée turque a envahi sa partie nord en 1974, après un coup d'État d'ultranationalistes chypriotes grecs soutenus par la junte alors au pouvoir à Athènes, qui voulaient rattacher l'île à la Grèce.

Malgré la signature du protocole d'Ankara en juillet dernier, les Turcs ne l'ont pas ratifié et refusent toujours l'accès des navires et avions chypriotes grecs à leurs ports et aéroports.

En signant cet accord, la Turquie, qui a des relations étroites avec la partie nord de l'île à population chypriote turque, avait même souligné que ce paraphe ne valait pas reconnaissance de la République de Chypre gouvernée par les Chypriotes grecs du sud, plongeant les 25 dans l'embarras.

En octobre dernier, pour résoudre cette crise, l'UE avait adopté une déclaration appelant Ankara à appliquer ce protocole et avait prévu de réévaluer la situation courant 2006. Cette évaluation pourrait avoir lieu à l'automne.

Mais Chypre a ramené depuis quelques jours la question au cœur du débat en réclamant que les 25 demandent explicitement à Ankara de reconnaître les autorités de Nicosie avant l'ouverture du premier chapitre.

Cette position a été combattue par plusieurs États membres, Royaume-Uni en tête.

Au moins 10 ans de pourparlers sensibles en perspective

Les difficultés rencontrées hier témoignent du caractère ultra-sensible des pourparlers avec la Turquie, prévus pour durer au moins dix ans. En octobre, l'ouverture formelle des négociations d'adhésion avait déjà tourné au mélodrame, plusieurs États membres, à commencer par l'Autriche, étant ouvertement hostiles à une adhésion à terme de ce pays.

Ces difficultés ne se posent pas avec la Croatie, qui avait commencé le 3 octobre, en même temps que la Turquie, ses négociations d'adhésion à l'UE. L'ouverture du chapitre science et recherche a été approuvé en douceur. Le Premier ministre croate, Ivo Sanader, a affirmé que son pays comptait achever les négociations avant la fin 2006.